



Bilan agricole 2015 en Bretagne

Un climat de crise

L'année 2015 est marquée par des tensions dans la plupart des secteurs de l'élevage en France. La Bretagne est particulièrement touchée. Dans un contexte de production en hausse à tous les niveaux géographiques, le prix du porc chute. De même, le prix du lait fléchit face à une production européenne libérée des quotas. Les prix des bovins baissent pour la deuxième année consécutive. La conjoncture avicole est plus favorable, sauf en dindes. Point positif, le coût de l'aliment est inférieur à celui des années passées, mais il tend de nouveau à augmenter. Concernant les légumes, le prix du chou-fleur s'effondre en fin d'année.

Céréales : récoltes satisfaisantes

En 2015, la **production céréalière** bretonne est inférieure à celle, très satisfaisante, de 2014 (- 5 %). Elle excède toutefois la moyenne 2010-2014. La production de maïs grain fléchit, alors que celle des seules céréales à paille se stabilise en un an et progresse de 5 % par rapport à la moyenne quinquennale.

La **sole céréalière** globale reculerait de 2 % en un an, au profit du maïs fourrage. Elle se réduirait pour le maïs grain (129 000 ha) et le triticale (38 000 ha), mais augmenterait en blé (304 000 ha) et en orge (81 400 ha).

Les **rendements des céréales à paille** sont comparables à ceux, très bons, de 2014. La météo de l'automne 2014 est favorable aux cultures, tout comme celle de 2015 malgré des récoltes perturbées par un été entre pluie et sécheresse. Les rendements progressent finalement, par

rapport aux moyennes quinquennales, de 6 q/ha pour l'orge, 2,9 q/ha pour le blé et de 0,2 q/ha pour le triticale.

Le rendement du **maïs grain** faiblit de 12 % en un an et perd 3 q/ha par rapport à la moyenne quinquennale, mais la qualité est correcte. Les semis démarrent dans des conditions favorables, et l'implantation est plutôt bonne. Le développement ralentit en juin avec la sécheresse, puis redémarre en août, avec l'arrivée des pluies, avant d'être freiné par les températures fraîches de septembre.

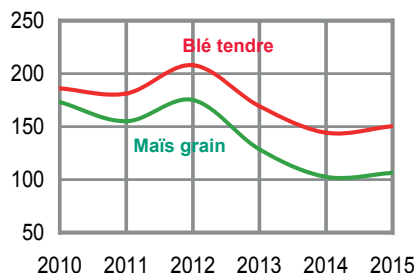
Comme pour les céréales, la sole en **oléagineux** recule (37 800 ha). Les rendements baissent légèrement, mais l'état sanitaire du colza est satisfaisant. La production perd 6 % sur celle de l'an passé.

En 2015, avec 6 700 ha, les surfaces en **protéagineux** augmentent pour la deuxième année consécutive. Elles sont toutefois moitié moins développées qu'en 2010, favorisées alors par des mesures financières en faveur de l'autonomie en protéines.

Excepté pour le maïs, les stocks mondiaux importants en céréales font baisser les prix, aux niveaux national et international, entraînant une baisse du coût de l'aliment. À l'inverse, avec des stocks faibles, les cours du colza progressent. En Bretagne, en revanche, au 31 décembre, le **prix de base des céréales** récoltées en 2015 dépasse celui de 2014 de 16 % pour le blé, 12 % pour l'orge, 13 % pour le triticale et 19 % pour le maïs. Le prix de chaque céréale reste cependant largement inférieur à la moyenne des cinq dernières campagnes, moyenne incluant les prix exceptionnels des récoltes 2010 à 2012.

Le prix des céréales en Bretagne

En euros par tonne



Source : Agreste, Draaf Bretagne - FranceAgriMer

Les principales productions en 2015

	Bretagne 2014	Bretagne 2015	Évolution 2015/2014 (%)	Part Bretagne/ France en 2015 (%)
Productions végétales (tonnes)				
- Blé	2 266 221	2 290 038	1,1	6
- Maïs grain	1 320 494	1 073 787	- 18,7	8
- Orge	569 647	603 655	6,0	5
- Triticale	297 667	246 620	- 17,1	12
- Autres céréales	91 126	84 398	- 7,4	3
- Oléagineux	134 489	127 080	- 5,5	2
- Maïs fourrage	4 610 548	4 367 995	- 5,3	25
- Choux-fleurs	249 607	265 130	6,2	83
- Tomates	212 202	218 267	2,9	29
Lait (millions de litres)				
Livraisons à l'industrie	5 403	5 405	0,1	22
Activité dans les abattoirs (tonnes)				
- Bovins - 12 mois	65 512	66 852	2,0	32
- Gros bovins	257 607	258 609	0,4	21
- Porcs	1 107 901	1 149 159	3,7	58
- Gallus	352 043	374 814	6,5	34
- Dindes	149 598	142 285	- 4,9	42
Production d'œufs des élevages professionnels (milliers)				
- Œufs de consommation	6 005 280	6 055 120	0,8	44

Source : Agreste, Draaf Bretagne, statistique agricole annuelle (2014 définitive, 2015 provisoire), enquête auprès des laiteries, enquête auprès des abattoirs

Pas de sortie de crise pour la filière porcine

En 2015, la crise s'amplifie pour la filière porcine, avec des prix qui s'effondrent face à une offre excessive, y compris au niveau européen. En Bretagne, les producteurs porcins mènent des actions pour dénoncer les prix bas. Elles s'ajoutent aux nombreuses mobilisations de producteurs laitiers et d'éleveurs de bovins viande dans l'Ouest, comme au niveau national.

Après trois années de baisse, le volume de porcs charcutiers abattus dans la région augmente de 3,5 % par rapport à 2014 et de 1,3 % comparé à la moyenne quinquennale. Le volume 2015 s'élève à 1,12 million de tonnes pour 13,6 millions de têtes. Les exportations baissent globalement de 6 %. Si elles augmentent vers les pays tiers (notamment la Chine) malgré l'embargo russe, elles fléchissent sur le marché communautaire sous l'effet concurrentiel.

Les cotations porcines sont les plus basses depuis 2010. Le prix de base du porc charcutier à Plérin s'établit à 1,24 €/kg. Il perd 7,3 % par rapport à celui de 2014 et 8 % par rapport à la moyenne quinquennale. Il baisse de 13 % au 1^{er} semestre. En janvier, il passe au-dessous de 1,10 €/kg, puis les prix progressent lentement. Les prix remontent au deuxième trimestre, grâce à l'engagement de certaines enseignes de la grande distribution, alors qu'ils reculent dans les autres bassins de

production européens. En juillet, l'objectif des 1,40 €/kg fixé en juin est dépassé principalement grâce aux hausses de prix des deux abatteurs affiliés à la grande distribution. En août, les deux plus importants abatteurs français de porc, Cooperl et Bigard-Socopa, se retirent du Marché du Porc Breton (MPB) en raison du fort différentiel entre les cours allemand et néerlandais et le cours français, plus élevé. Les cotations s'en trouvent suspendues pendant une semaine provoquant de nombreux invendus. Fin septembre, les deux abatteurs fixent leur propre prix d'achat, inférieur au cadran. Deux nouveaux acheteurs quittent alors le marché. Ces retraits entraînent une baisse immédiate du prix de base. Après une suspension de sept semaines, les cotations reprennent fin novembre, avec de nouvelles modalités, en présence de tous les abatteurs, excepté Bigard-Socopa. Mais les cours poursuivent leur baisse pour atteindre le prix plancher de 1,07 € kg en décembre.

Suite aux retards d'enlèvements dans les élevages, les poids moyens à l'abattage dépassent les 95 kg en fin d'année, soit 2 kg de plus qu'un an plus tôt. Le plan de soutien à l'élevage français, mis en place au cours de l'été, a permis d'aider 437 éleveurs porcins bretons.

Le coût de l'aliment en 2015, inférieur à celui de 2014, ne compense pas le recul du prix du porc sur l'année, malgré un meilleur équilibre au second semestre. Estimé par l'Ifip (Institut de la filière porcine), le prix de l'aliment industriel pour

porcs à l'engrais perd 4,8 % par rapport à 2014. Il tend cependant à nouveau à augmenter depuis janvier.

Une conjoncture positive en poulets et en œufs de consommation

Favorisé par la parité euro/dollar, le volume de **poulets** abattus en Bretagne en 2015 est supérieur de 7 % à celui de 2014 et correspond à la moyenne quinquennale. Malgré la suppression des aides à l'exportation en juillet 2013, le secteur export de poulets entiers congelés se porte mieux en 2015. Après sa reprise fin 2014 par trois investisseurs, Tilly-Sabco Bretagne reprend en partie son activité en mars, dopant les abattages bretons ce même mois. Terrena, deuxième volailler français, négocie la prise de contrôle du volailler finistérien Doux, premier exportateur européen de volailles. Ce rapprochement entrera en vigueur début 2016. L'apparition de cas de grippe aviaire dans le sud-ouest de la France au dernier trimestre provoque la fermeture de frontières, notamment en Afrique, principale destination des poules pondeuses de réforme. Les vides sanitaires s'allongent alors dans les élevages faisant du poulet export. Si les exportations françaises 2015 s'améliorent en moyenne annuelle, les importations progressent également, notamment en provenance de Pologne. Dans une stratégie de reconquête du marché français, LDC renforce sa position par l'acquisition des activités de volailles du groupe Avril (cinq sites bretons). Point po-

sitif, la consommation française de viande de poulet bat un nouveau record en 2015.

Après un léger mieux en 2014, la situation de la **filière dinde** se dégrade encore. Les abattages perdent 4,9 % en un an et 13 % sur la moyenne quinquennale. Les exportations françaises diminuent de 19 % sur 2010-2014, tandis que la consommation nationale recule depuis 2012.

En 2015, la baisse du coût de l'énergie et des aliments pour volailles allègent les charges des éleveurs de volailles. En Bretagne, l'indice du coût de l'aliment de l'Institut technique de l'aviculture (Itavi) perd 2,4 % en un an, et 6,7 % par rapport à la moyenne quinquennale. Dans la filière intégrée, il en découle une baisse des prix des marchés. En 2015, le cours moyen à la production du poulet standard recule ainsi de 3 % en France en un an. Il s'affiche à 0,87 €/kg vif. De même, le cours moyen à la production des dindes faiblit de 3,4 % par rapport à l'an passé (1,16 €/kg vif).

En 2015, la production d'**œufs de consommation** est aussi élevée que celle des deux années passées. Après avoir fortement chuté en 2013, le cours moyen à la production augmente pour la deuxième année de suite (+ 5,6 %) et atteint la moyenne quinquennale (5,46 €/cent). Sur l'année, le prix baisse en continu jusqu'en mai. Ensuite, en raison de la grippe aviaire, les États-Unis stoppent leurs exportations et deviennent importateurs massifs de l'Union européenne. Le prix des œufs flambe en juin. Il reste à un niveau élevé tout l'été, puis redescend légèrement au dernier trimestre. Les aviculteurs sous contrat avec les centres de conditionnement estiment que leurs prix de vente à la grande distribution sont trop bas.

Les prix des bovins baissent encore

En un an, les **abattages de gros bovins** sont quasi stables. L'impact de la baisse du prix du lait sur les abattages de vaches laitières semble peu visible, sauf en mars et en juin, où un début de sécheresse renforce l'augmentation des mises à la réforme. L'impact des perspectives de diminution du prix du lait avait été plus important au second semestre 2014. Les exportations nationales de bovins s'améliorent par rapport à 2014. La consommation de bovins se stabilise sur celle de l'an dernier.

En 2014, aggravée par l'embargo russe, l'importance de l'offre en gros bovins en France et en Europe avait tiré les cours vers le bas. En 2015, les prix annuels des

gros bovins reculent à nouveau, dans un contexte dégradé des marchés laitiers. En moyenne annuelle, le prix de la vache laitière P du bassin Grand Ouest descend à 2,86 €/kg, soit 2,9 % de moins qu'en 2014 et - 9 % par rapport à la moyenne triennale 2012-2014. Les prix des gros bovins s'accroissent jusqu'en août, tirés par un marché européen allégé et une demande en viande hachée, mais fléchissent ensuite. L'accord du 17 juin sur la revalorisation des prix de la viande bovine payée aux éleveurs (+ 5 centimes en moyenne par kilo et par semaine) n'est pas respecté. Plusieurs mesures offrent toutefois des débouchés : reprise des exportations sur le marché grec après la mise en place d'un contrôle des transactions financières fin juin, appel à privilégier l'approvisionnement local dans la restauration collective, généralisation du logo « viande bovine française », mise en place d'une plateforme commerciale France viande export en octobre, levée de l'embargo lié à la vache folle sur la viande bovine française. Le coût de l'aliment pour gros bovins se réduit aussi au cours de l'année. L'Ipampa¹ décroît de 2,6 % par rapport à 2014, mais reste supérieur de 3 % à la moyenne 2010-2014.

Le volume de **veaux de boucherie** abattus s'accroît pour la première fois depuis 2005 : + 2 % par rapport à 2014. Mais l'évolution est négative en nombre de têtes, du fait d'un alourdissement des veaux de près de 4 kg en 2015. Le prix du veau perd 6,5 % en un an, pour atteindre 5,5 €/kg en moyenne annuelle pour le bassin Nord. L'écart avec 2014 est moins important au dernier trimestre, grâce à une bonne reprise des prix. Comparé à l'an passé, le coût des aliments d'allaitement diminue plus fortement que celui des autres animaux (- 10 % en un an).

Retour à une conjoncture difficile en lait

Après une année 2014 favorable aux éleveurs laitiers, la conjoncture se dégrade en 2015 dans un contexte d'offre mondiale en hausse face à une demande en repli et de fin des quotas, après 31 ans d'existence.

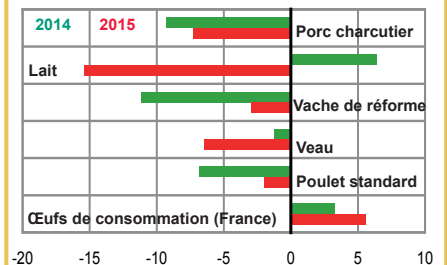
Les quantités de lait livrées par les producteurs bretons en 2015 sont inférieures de 0,3 % à celles de 2014, mais excèdent de 5,2 % la moyenne 2010-2014. Après un fort recul au premier trimestre, la col-

1 - L'Indice des Prix d'Achat des Moyens de Production Agricole (IPAMPA) permet de suivre l'évolution des prix des biens et des services utilisés par les agriculteurs pour leur exploitation agricole. Ces prix sont relevés auprès des vendeurs de produits nécessaires aux exploitations.

Évolution des prix en Bretagne

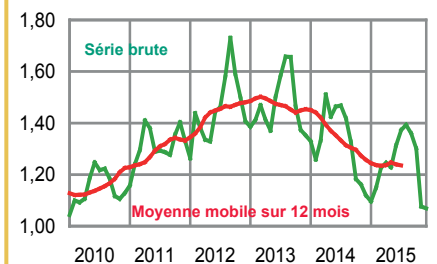
Prix des produits animaux

Bretagne - Variations annuelles en %



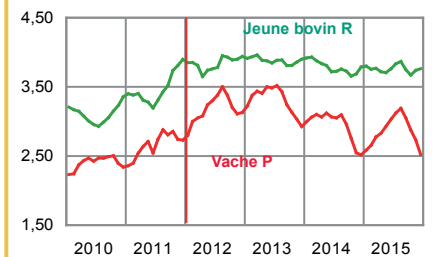
Prix du porc au cadran de Plérin

Bretagne - En euros par kg



Cours des bovins*

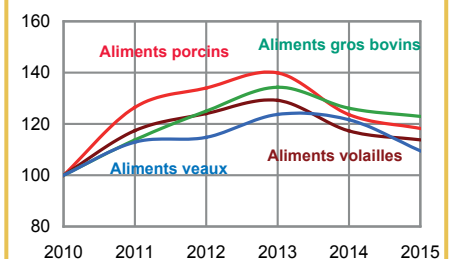
En euros par kg



* Cotations Bretagne jusqu'en 2011, cotations bassin Grand Ouest depuis 2012

Coût des aliments en Bretagne

Selon l'Ipampa base 100 en 2010



Sources : Agreste, Draaf Bretagne - Insee - FranceAgriMer - Marché au Cadran de Plérin

lecte mensuelle laitière retrouve à partir d'avril, des niveaux proches de ceux, élevés, de 2014. Dans un contexte de prix bas, la collecte laitière bretonne ne présente pas de réelle rupture liée à la fin des quotas, d'autant qu'elle est favorisée par une pousse d'herbe satisfaisante au printemps et par un renouvellement du troupeau laitier.

Malgré des livraisons stables par rapport à 2014, le prix du lait payé aux producteurs bretons fléchit de 15,5 % en 2015, pour atteindre 318,6 €/1 000 l, en moyenne annuelle. Durant toute l'année, il reste en retrait par rapport au bon prix de 2014, mais aussi par rapport aux prix 2010-2014 (- 7 % en moyenne). En cause, le déséquilibre entre l'offre et la demande au niveau mondial, qui provoque l'effondrement des prix des produits industriels et celui du prix payé aux éleveurs. En effet, l'offre mondiale s'accroît, en particulier en Europe, avec la fin des quotas. À l'inverse, la demande laitière mondiale recule, principalement la demande chinoise, brusquement réduite de moitié après une pleine croissance depuis 2010. À partir de mars, les prix mondiaux des produits laitiers se dégradent. L'embargo russe décidé en août 2014 sur les produits agroalimentaires se poursuit en 2015. Au dernier trimestre, les cours des produits laitiers industriels entament une légère remontée et l'équilibre mondial entre l'offre et la demande s'améliore.

Parallèlement, les charges augmentent à nouveau entre novembre 2014 et mai 2015 en France, faisant craindre l'effet ciseaux aux éleveurs laitiers (baisse des cours, hausse des charges). Si les prix industriels suivent instantanément les cours mondiaux, les cours des produits de grande consommation connaissent une plus grande inertie, ce qui permet de freiner relativement la baisse des prix. Par ailleurs, Bruxelles prolonge au-delà du 30 septembre 2015, les mesures d'intervention publique et d'aide au stockage privé des produits laitiers. Mais l'écoulement des stocks pèse sur les marchés. Malgré la baisse du coût de l'aliment entre mai et décembre, beaucoup d'éleveurs ne couvrent pas leurs coûts de production.

Bonne année pour les tomates, crise à l'automne pour les choux-fleurs

La campagne d'hiver-printemps 2015 de **choux-fleurs**, meilleure que celle de 2014, est moins bonne que la moyenne 2010-2014, avec des niveaux plus faibles de 10 % pour l'offre et de 15 % pour le prix moyen. À l'automne, le chou-fleur est déclaré en crise. En Europe, l'extrême douceur dope la pousse des légumes de saison, avec deux mois d'avance pour le chou-fleur, tout en détournant les consommateurs. Malgré d'importants prélèvements destinés à la surgélation, le chou-fleur subit une mévente record et le prix chute à 0,25 €/tête en moyenne en novembre et décembre. En moyenne annuelle, le prix du chou-fleur baisse à 0,43 €/tête, stade production. Il est inférieur de 12 % à celui de 2014 et de 22 % à la moyenne quinquennale.

Le bilan est positif pour les **tomates**. Après un démarrage précoce, les bonnes températures du printemps améliorent l'offre et la demande. Puis la météo estivale bretonne épargnée par la canicule continue de favoriser la production et la consommation. La fin de campagne est également satisfaisante. Sur l'année, l'offre et le prix annuels dépassent respectivement de 8 % et de 7 % leurs moyennes quinquennales respectives. Le prix moyen de la tomate

en grappe atteint 1,26 €/kg, stade expéditeur.

La campagne d'**artichauts** apparaît mitigée. Au printemps, la chaleur accélère la pousse et décourage la demande, générant de nombreux invendus en juin. Au cours de l'été, le produit se raréfie et le prix augmente. La campagne se termine de façon positive. Au final, le prix moyen annuel de l'artichaut camus, à 0,52 €/kg, perd 3 % sur la moyenne quinquennale, avec une offre plus faible de 13 %.

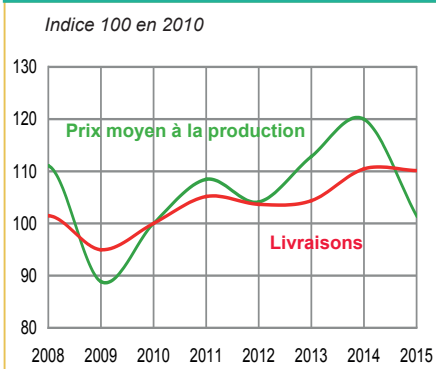
Après une mauvaise année 2014, la saison est plutôt correcte pour les **pommes de terre primeurs**. Le prix annuel remonte à 0,47 €/kg.

Le bilan pour les **poireaux** est meilleur qu'en 2014, mais les prix sont très en dessous de la moyenne quinquennale de janvier à avril, au plus fort de leur production.

Bien que correctement valorisées en janvier, le commerce des **endives** est laborieux au premier semestre. Elles sont aussi très négativement impactées par l'ambiance dégradée en fin d'année.

En **échalote**, la récolte de la nouvelle campagne démarre en juillet, alors que les stocks 2014 pèsent toujours sur le marché. Mais, après deux années noires consécutives, les cours moyens dépassent progressivement la moyenne quinquennale. ■

Prix et livraison de lait en Bretagne



Source : Agreste, Draaf Bretagne - FranceAgriMer, enquête auprès des laiteries

Pour en savoir plus

- Agreste Conjoncture - Décembre 2015 - N°8 - « Bilan conjoncturel 2015 - En 2015, des marchés agricoles sous la pression des excédents mondiaux et communautaires ».
- Site Draaf Bretagne - Données - Statistique agricole - Conjoncture agricole <http://www.draaf.bretagne.agriculture.gouv.fr/Conjoncture-agricole,18>

Agreste, la statistique agricole



Direction régionale de l'Alimentation, de l'Agriculture et de la Forêt
Service régional de l'information statistique et économique

15 avenue de Cucillé
35047 Rennes cedex 9
Tél. : 02 99 82 22 30

Directeur : Philippe de Guenin
Direction de la publication : Claire Chevin
Rédaction en chef : Sylvie Lesaint
Rédaction : Linda Deschamps
PAO : Catherine Martin
ISSN : 1291-1976
© Agreste 2016